

Arrêté préfectoral <sup>109</sup> complémentaire  
n°IC/2022/ prescrivant de nouvelles  
dispositions pour l'exploitation des  
installations de la société DAUNAT, située  
sur le territoire de la commune de  
CHAMBRY

**LE PRÉFET DE L'AISNE,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite**

**VU** le code de l'environnement ;

**VU** la directive n° 2000/60/CE du 23/10/00 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ;

**VU** le SDAGE Seine-Normandie en vigueur ;

**VU** le décret du Président de la république en date du 26 mai 2021 nommant M. Thomas CAMPEAUX, Préfet de l'Aisne ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 6 mai 2022 donnant délégation de signature, à M. Alain NGOUOTO, Sous-préfet, Secrétaire général de la préfecture de l'Aisne, à M. Jérôme MALET, Sous-préfet, Directeur de cabinet du Préfet de l'Aisne, à M. Raphaël CARDET, Sous-préfet chargé de mission, Sous-préfet à la relance, auprès du Préfet de l'Aisne, aux directeurs, chefs de bureau et agents de la préfecture de l'Aisne ;

**VU** l'arrêté cadre préfectoral du 20 avril 2012 modifié relatif à la mise en place de mesures coordonnées et progressives de limitation des usages de l'eau par bassin versant en cas de sécheresse ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> juillet 2003 autorisant la société DAUNAT à exploiter une unité de fabrication de sandwichs le territoire de la commune de CHAMBRY ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 mars 2010 imposant à la société DAUNAT de mettre en place un programme de surveillance de ses rejets d'eaux résiduaires ;

**VU** le courrier préfectoral du 24 août 2012 donnant acte à la société DAUNAT du projet de mise en service sur son site de CHAMBRY d'une activité de fabrication de salades composées fraîches ;

**VU** le récépissé de changement d'exploitant du 24 septembre 2012 délivré à la société DAUNAT DESSAINT TRAITEUR suite à la reprise des activités précédemment exploitées par la société DAUNAT ;

**VU** le récépissé de changement d'exploitant du 4 février 2014 délivré à la société DAUNAT PICARDIE suite à la reprise des activités précédemment exploitées par la société DAUNAT DESSAINT TRAITEUR ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n°IC/2022/044 du 28 février 2022 prescrivant de nouvelles dispositions pour l'exploitation des installations de la société DAUNAT, située sur le territoire de la commune de CHAMBRY ;

**VU** le courrier du 21 février 2022 complété les 13 et 21 avril 2022 par lequel la société DAUNAT PICARDIE informe le préfet de modifications prévues dans son établissement de CHAMBRY relatives à l'extension de ses zones d'entreposage ;

**VU** le dossier produit à l'appui de cette demande ;

**VU** le rapport et propositions de l'inspection des installations classées en date du 31 janvier 2022 ;

**VU** le courrier adressé le 10 mai 2022 à l'exploitant pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté ;

**VU** l'absence d'observations de l'exploitant sur le projet d'arrêté ;

**CONSIDÉRANT** ce qui suit :

- les modifications sollicitées par la société DAUNAT PICARDIE ne constituent pas une modification substantielle de l'autorisation au sens de l'article R. 181-46.I du code de l'environnement ;
- la nature et l'ampleur de ces modifications ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32 du C.E ;
- la nature et l'ampleur de ces modifications ne rendent pas nécessaires la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;
- il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires, au titre de l'article R 181-46 II du C.E ;

**SUR PROPOSITION** du Secrétaire Général de la Préfecture de l'Aisne ;

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1 – IDENTIFICATION**

La société DAUNAT PICARDIE située à CHAMBRY (02000), ZAC du Champ du Roy, est tenue de respecter les dispositions prévues par le présent arrêté.

## ARTICLE 2 – DISPOSITIONS NOUVELLES

### Article 2.1 Dispositions applicables à l'entreposage

**2.1.1** L'établissement comporte un unique groupe d'IPD (installations pourvues d'une toiture dédiées au stockage) :

- IPD n° 1 : Bâtiment principal comportant 3 cellules :
  - Cellule n° 1 : Partie existante de l'usine (Stockage, production, expédition...)
  - Cellule n° 2 : Stockage existant de produits finis, séparé de la cellule n° 1 par un dispositif REI 120 (Parois et ouvertures) ;
  - Cellule n° 3 : Nouvelle cellule de stockage de produits finis, séparée de la cellule n° 1 par un dispositif REI 120 (Parois et ouvertures).
- IPD n° 2 : Nouveau bâtiment réservé au stockage de palettes.

Ce groupe d'IPD répond à la définition d'entrepôt exclusivement frigorifique.

Ainsi, la quantité de matières ou produits combustibles, autres que les matières ou produits conservés au sein de la partie frigorifique, est inférieure ou égale à 500 t.

La partie frigorifique comporte notamment les cellules n°1 et 3. Les cellules n°1 et 3 sont intégralement frigorifiques. Ainsi, au sein de ces dernières, les conditions de température et/ ou d'hygrométrie sont régulées et la température est en permanence inférieure ou égale à 18° C.

Le volume cumulé de matières combustibles entreposé dans les cellules n°1 et 3 est strictement inférieur à 5000 m<sup>3</sup>.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées l'ensemble des documents justifiant du respect de ces dispositions.

**2.1.2** Les dispositions constructives minimales ainsi que les moyens de détection et d'extinction en cas d'incendie prévus pour les nouvelles constructions, décrits dans les dossiers accompagnant les transmissions des 13 et 21 avril 2022 susvisées sont mises en œuvre.

## ARTICLE 3 – DISPOSITIONS MODIFIEES

### Article 3.1 Recueil des eaux d'extinction

**Les dispositions prévues à l'article 3.9 de l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> juillet 2003 susvisé sont complétées par les dispositions suivantes :**

#### **« 3.9.1**

*Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.*

*En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.*

*En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif*

automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

A cet effet, l'établissement comporte deux bassins étanchés, dimensionnés selon le guide D9A - GUIDE PRATIQUE de dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction, représentant un volume global de 1000 m<sup>3</sup> au minimum (440 + 560 m<sup>3</sup>). Chaque ouvrage est muni en aval d'une vanne de sectionnement.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées :

- les notes de calcul correspondantes ;
- les documents attestant des capacités des bassins ;
- les documents et plans permettant de justifier le volume de chaque bassin au regard de la surface drainée.»

### **Article 3.2 Défense extérieure contre l'incendie**

**Les dispositions prévues à l'article 7.2 (Dernier paragraphe) de l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> juillet 2003 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :**

« L'établissement comporte deux réserves d'eau :

- Une réserve de 480 m<sup>3</sup> au minimum ;
- Une réserve de 120 m<sup>3</sup> au minimum.

Ces réserves destinées à l'extinction sont accessibles en toutes circonstances, dimensionnées, implantées et aménagées conformément aux préconisations des services départementaux d'incendie et de secours.

Chaque réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur.

L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective de la ressource en eau. »

## **ARTICLE 4 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier 80011 AMIENS CEDEX :

1° par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée,

2° par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts protégés par le code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

## **ARTICLE 5 - PUBLICITÉ**

En vue de l'information des tiers, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à disposition de toute personne intéressée, sera affichée en mairie de CHAMBRY pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire de CHAMBRY fait connaître par procès-verbal adressé à la Préfecture de l'Aisne – DDT-Service Environnement – Unité ICPE – 50 bd de Lyon 02011 LAON cedex – l'accomplissement et de cette formalité.

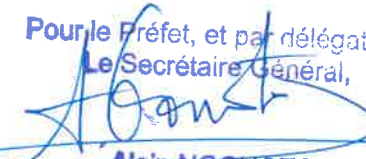
L'arrêté est publié sur le site Internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

## ARTICLE 6 - EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aisne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le directeur départemental des territoires, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de CHAMBRY et à la société DAUNAT.

Fait à Laon, le

**31 MAI 2022**

Pour le Préfet, et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
  
Alain NGOUOTO

